

ALEKSANDAR NIKOLIC est face à RICHARD RAMOS sur FRANCE INFO !

21 min · Rassemblement National

· Et 45 000 · d'amende.

Attention donc, Périne, si on vous parle dans la rue maintenant avec des lunettes... · Attendez, il y a Richard RAMOS qui vient de mettre ses lunettes en plateau. Est-ce que je dois m'inquiéter ou pas ? · Je vous assure qu'il n'y a pas de caméra. · Je vais tuer, hein. · Non, non. Rassurez-vous. · Bon, merci, Cécile. On se retrouve à 21h pour un nouveau point complet sur l'actualité. Richard RAMOS, donc, nous a rejoint. Bonsoir. Député modem du Loiré, Alexander Nikolic. · Bonsoir à vous. · Face à vous, député européen, porte-parole du RN pour notre duel politique, comme tous les soirs. Alors d'abord, on va revenir sur cette vidéo qui a été très relayée, très commentée sur les réseaux sociaux ces dernières heures. Jean-Philippe Tanguy a-t-il volontairement repris un slogan nazi lors de son discours ? C'était ce week-end à Vierzon. Écoutez. · Ils ont saboté l'outil de travail des Français. Et pourquoi ? Car oui, le travail rend libre un salaire digne, rend libre des droits sociaux durement acquis par le travail, rend libre. · Le travail rend libre, c'est le slogan qui est figuré en allemand à l'entrée des camps de concentration, des nazis notamment, effectivement, à Auschwitz. Est-ce que vous êtes à l'aise avec les mots qu'il a employés ? · Non, mais c'est une formulation, il a lui-même reconnu, qui est fort maladroite, justement, par rapport à ça. · Il a dit qu'elle était maladroite, la formation ? · Oui, il a dit qu'il regrettait l'instrumentalisation qui avait été faite. Du coup, il s'excuse par rapport à toutes les personnes qui auraient pu penser... Mais c'est absurde que ça aurait été en rappel... · Oui, mais il s'est pas excusé sur ses propos. Il est pas revenu sur la formule

qu'il a utilisée. · Non, mais s'il dit que, justement, il s'excuse par rapport aux personnes que ça a pu heurter. Je crois que ce sont ses mots exacts. · Il dit « si ça a pu laisser des gens, je m'en excuse », mais il comprend pas les critiques. Et lui, il estime que ce n'est pas du tout une référence... · Vous savez, Gabriel Attal vient de sortir un tract, là. L'école Mon Combat. Mon Combat, ça se dit Mein Kampf en allemand. Est-ce que quelqu'un fait... Est-ce que là, les médias sont en train de parler, de savoir... Est-ce que Gabriel Attal, peut-être, a fait une référence à Mein Kampf ? Non, mais soyons sérieux, deux minutes. Jean-Philippe Tanguy... · Le travail rend libre. Il y a une connotation politique qu'un responsable de son niveau ne peut pas ignorer quand on emploie ces mots-là. · Vous avez bien passé le passage. Je sais pas si vous avez vu l'ensemble. Il explique, justement, et d'ailleurs, ça devrait être le sujet de fond, est-ce que le travail, aujourd'hui, et le salaire qu'on peut avoir permet d'avoir la liberté de s'acheter un logement, de payer aujourd'hui, de louer un logement, pardon, de pouvoir s'émanciper par le travail, et notamment pour les actifs. Ça, c'est un vrai sujet. Et c'était ça, c'était un sujet de fond, justement, qu'il a voulu aborder. · Comme vous en parlez, ce que je vous propose, c'est qu'effectivement, Jean-Philippe Tanguy a reproché à ses détracteurs d'avoir coupé le son en disant que c'était une phrase isolée. Donc on va pas vous diffuser l'intégralité du discours de 30 minutes, vous le comprenez bien, mais on va recontextualiser et écouter ce qu'il a dit précisément avant cette phrase. · Voyez ce qu'ils ont fait profondément dans notre pays, en France et d'une manière générale en Europe, face à la concurrence déloyale de la Suine, face pour nos agriculteurs, à la

concurrence déloyale de l'Amérique du Sud, avec le Mercosur, le Canada, avec le CETA. Ils ont sabordé, ils ont saboté l'outil de travail des Français. Et pourquoi ? Car oui, le travail rend libre. Un salaire digne rend libre. Des droits sociaux durement acquis par le travail rendent libre. · Est-ce que

cette mise en contexte, Richard Marmos, justifie l'emploi de cette formule ? · Non, ça justifie pas. Mais moi, je vais vous dire, je connais Jean -Philippe Tanguy. Je le combat. Je le combat durement. Mais je crois pas du tout que sciemment, il a utilisé ce propos en référence au camp nazi. Pas du tout. Je le combat durement. Mais il faut être honnête, je le vois absolument pas. Il y en a que certains autres, vraiment, je pourrais dire, notamment sur l'OAS, tout ça. Mais Jean -Philippe Tanguy, vraiment pas. Voilà. Je le dis très clairement. Je pense qu'il faut qu'il s'excuse davantage. Il a oublié que la saison du melon se termine. Et comme il est brillant, il a pris un peu le melon. Donc il peut faire tout simplement en disant qu'il regrette ce qu'il a a priori pas fait. · Non, voilà. Il l'a pas fait. Il regrette s'il a blessé des familles. Et lui, il s'explique. · Je lui dis depuis des années au Parlement.

Voilà. Je l'ai jamais vu avoir des propos dans ce sens -là. Donc je crois que ces propos sont très malhabiles. Voilà. Mais que c'est absolument pas une polémique qu'on peut créer sur quelque chose qui, je crois, franchement, si c'était le cas, j'en profiterais. Mais je le crois en toute sincérité que ça n'existe pas. · Vous savez -vous qu'un responsable politique de son rang, encore une fois, utilise... · Madame Tondelier, elle connaît pas... · ...utilise, pardonnez -moi... · Madame Tondelier, elle connaissait pas Banadur. · Non mais... Non mais ça arrive, voyez. · Le travail rang libre. Si Jean -Philippe Tanguy n'a pas la référence du travail rang libre, c'est peut -être inquiétant aussi, non ? · Mais c'est ça, c'est ce que je dis. Ça peut être un pied inquiétant. Mais c'est pris dans un contexte d'un meeting auquel il nous tape dessus régulièrement et que la valeur travail, qui est une valeur de droite, qu'il essaie de reprendre dans son meeting, il apprend. Je... Vraiment... Autant j'ai trouvé que de temps en temps, Jean -Philippe Tanguy, au début de sa mandature... Parce que Jean -Philippe Tanguy, il vient des souverainistes de chez Dupont -Aignan. D'accord ? J'ai trouvé qu'avant, il me parlait jamais d'immigration quand il était député. Maintenant, il en parle tout le temps. Là, je trouve qu'il y a une dérive chez lui intellectuelle. Mais lui dire que... · C'est une dérive de parler d'immigration ? · C'est une référence au camp nazi. C'est honnêtement, moi qui le connais un peu, même si je le combats, je ne le crois absolument pas. · Vous avez trouvé votre meilleur avocat, finalement ? · Non, mais en fait, toute personne honnête intellectuellement, quand on écoute la séquence dans son entièreté... · Enfin, il n'y a pas que la gauche qui est tombée dessus. · Il n'y a toute la grande partie de la classe politique qui est un vignet pas. · Oui, parce qu'il y a beaucoup de personnes politiques, de personnalités politiques qui essaient d'instrumentaliser justement ses propos. Mais comme je vous le dis, on peut aller très

loin dans ce cas. J'ai cité Gabriel Attal avec mon combat, mais on peut reprendre beaucoup de citations. Ce qui est Jean -Philippe Tanguy, là, ce qui était intéressant, c'était sur le fond. Vous voyez qu'il était pris... Vous connaissez Jean -Philippe Tanguy. Je ne sais pas si vous l'avez déjà reçu sur vos plateaux. Mais il peut partir dans des envolées lyriques comme ça, en s'exprimant sur... · Donc il ignorait la référence. · Mais il n'a pas pensé à ça. Ça se voit. Honnêtement, quand il parle de justement l'émancipation par le travail, il parle justement dans une diatribe par rapport à ça. Et ce qui est important, c'est le sujet de fond. Après, comme il l'a dit, et d'ailleurs c'est vrai, évidemment, qu'il aurait peut -être dû éviter cette formule, parce que certaines personnes malintentionnées peuvent ramener à ce qu'il y a de pire dans l'histoire, c'est -à -dire le régime nazi. Et vous savez, voilà, je le dis à titre personnel, je suis d'origine serbe, comme mon nom peut l'indiquer. Il y avait une volonté des nazis d'exterminer, justement, en soutien avec les oustachis croates, d'exterminer notamment les serbes de Bosnie, de Croatie. Évidemment que si j'avais le moindre doute sur l'ambiguïté du propos de Jean -Philippe Tanguy, je serais le premier à dire que c'est choquant. Mais c'est évidemment pas le cas. · Malhabile, comme dit Richard Ramos. · Évidemment que c'est malhabile, et il n'aurait pas dû utiliser cette formule, parce qu'elle a cette référence historique. Mais comme je vous dis, beaucoup de personnalités peuvent ne pas savoir parfois quand ils l'emploient. Je viens de le dire plusieurs reprises, mais on pourrait en citer d'autres, qui emploient des formules que des

personnes qui sont aux antipodes de leurs idées avaient pu utiliser dans le passé. · Mais vous clarifiez les choses. Ce soir, ils n'auraient pas dû utiliser cette formule.

C'est ce que vous venez de dire. J'aimerais qu'on parle d'un autre sujet également. Ce courrier de Sébastien Lecornu au groupe PS, il leur tend la main dans un courrier socialiste pour trouver un compromis sur le budget 2027. Et il prend comme référence l'accord trouvé l'an dernier avec la suspension de la réforme des retraites. Il ouvre plusieurs terrains de compromis avec le PS. Et il propose une rencontre très prochainement. Alexander Nicolich, est-ce que vous regrettez de voir Maignon se tourner vers la gauche, alors même que le Rassemblement national s'était montré moins fermé qu'Olivier Fort sur les discussions budgétaires ? · Oui. Enfin, vous savez, je suis venu la semaine dernière sur votre plateau. Ce n'était pas vous. Mais on débattait justement du délai de carence, peut-être d'une baisse de la contribution à l'Union européenne. Donc il y avait peut-être des gages qui allaient vers nous. Là, il se dirige plus vers le PS.

Honnêtement, je pense que le gouvernement, et M. Lecornu aujourd'hui, n'a aucune visibilité. Il essaie de trouver des solutions pour se maintenir et pour éviter une censure.

Après, pour nous, ce qui compte, ce seront justement les décisions budgétaires qui seront actées. On n'est pas demandeurs de courriers, d'entretiens. Ce qui compte, c'est est-ce que justement la France qui travaille va être pénalisée ? Est-ce que quand ils s'adressent au Parti socialiste, c'est pour aller dans leur sens sur plus de renouvelables au détriment du nucléaire ? C'est pour augmenter la fiscalité comme le souhaite le Parti socialiste ? Peut-être les 32 heures comme le Parti socialiste l'évoquait récemment ? Ou alors, et là, ce serait bien, pour dire non, il n'y aura pas de désintéressement des retraites, y compris les retraités qui gagnent un peu plus de 2 000 euros. Vous êtes d'accord avec le Parti socialiste ? Sur ce point-là, oui. Mais vous savez, pour nous, ce qui compte, on n'est pas sectaire, ce qui compte, c'est le fonds. Je ne crois pas du tout que Lecornu essaie de gagner pour rester en place. Je pense qu'il essaie de trouver un budget pour la France. Et que le budget, puisque il n'y a pas de majorité à l'Assemblée nationale, il n'y a que deux façons d'aller le chercher, soit avec le Parti socialiste, soit avec le Rassemblement national. Et je pense qu'il est en train d'essayer, je pense, là et la fois dernière, heureusement que le Parti socialiste était là pour pouvoir avoir un budget. Et donc là, c'est un budget de 6 mois. On sait que s'il n'y a pas de budget, ça va coûter 15 milliards à la France. Que chacun essaie de trouver que le Premier ministre, qui est pour moi l'homme de la situation, en essayant sur ce budget-là de trouver une solution à 6 mois, sinon c'est 15 milliards, et bien qu'il aille vers le Parti socialiste et demain peut-être pour donner quelques propositions au RN, peut-être sur la contribution européenne,

pour essayer, pas de rester, mais de faire en sorte qu'on ait un budget et qu'ensuite, à la présidentielle, les Français choisiront enfin la... · Mais c'est vrai qu'il y a eu des signaux qui ont été envoyés, vous le rappelez il y a un instant, au Rassemblement National, aussi le durcissement des conditions d'accès à certaines allocations versées aux étrangers. On a un Rassemblement National qui se montre moins fermé que le PS. Ça vous paraît pas étonnant, cette lettre envoyée par Sébastien Lecornu ? · Non. · Un Olivier Faure, un Olivier Faure qui, pour le coup, est beaucoup plus ferme qu'il ne l'était l'année dernière et qui a déjà agité le chiffon de la censure. · Attendez. Olivier Faure, il est au primaire du PS. Faut cogner, faut être de gauche, faut y aller. Puis après, s'il est élu ou pas, vous verrez que... · C'est juste une posture parce qu'il est... · En tout cas, c'est pas qu'une posture, mais c'en est une. Je veux dire, personne n'est dupe que le Parti Socialiste, alors qu'ils sont en pleine élection. · Vous seriez pour, justement, que vous vous rapprochiez sur quel point du Parti Socialiste ? Parce que c'est des négociations sur le fond, peut-être que ça compte pour les Français. · Bien évidemment que ça compte. Moi, par exemple, sur les retraites la dernière fois, moi, je l'ai dit, je l'ai redit. Je suis pour que ce soit le nombre de cotisations. Je suis pour la retraite à

point. Donc quand j 'ai vu que le Parti Socialiste ne mettait pas dans la... Mettait la retraite comme un élément, j 'étais content parce que moi, je veux qu 'on mette la retraite à point. Et donc sur le budget, il faudra qu 'on regarde sur la contribution européenne. Moi, je pense qu 'on doit pouvoir faire un effort. Et c 'est pas... C 'est

pas dire on va donner le point... · Mais alors vous pensez que vous pouvez donner des concessions à la fois au Réen et à la fois au Parti Socialiste ? · On va donner des concessions à la France. C 'est -à -dire que les Français, ils ont besoin d 'un budget. Aujourd 'hui, le budget qu 'on va débattre au Parlement, c 'est pas très compliqué. C 'est un budget présidentiel. Donc les oppositions qui ont des candidats, par nature, ils vont plutôt... · Oui, mais là, ce qui est inquiétant, c 'est lui. · Je termine. Je termine. Par nature, ils vont s 'opposer au budget. Sauf qu 'on oublie quelque chose. C 'est que même si le Parti Socialiste, le RN, voudra taper sur le cornu le gouvernement et le budget, les Français, ils vont leur dire « Vous vous démerdez. C 'est un budget à six mois. Il faudra qu 'il y ait un budget pour la France. » Et donc là, il faudra bien que M. Le Cornu, le Premier ministre, trouve un compromis pour le trouver dans l 'intérêt des Français. Et là, c 'est comme ça. C 'est l 'Assemblée nationale. On a deux très gros groupes, le Rassemblement national, qui fera valoir sa pensée. Et il faudra regarder ce qui est prenable. Et de l 'autre côté, la gauche, etc. Et le Cornu, le Premier ministre, il devra trouver un compromis s 'il veut un budget pour la France. · Non. Et ce qui est inquiétant, c 'est que c 'est à chaque fois très flou. Vous parliez du délai de carence. Enfin, d 'ailleurs, on ne sait pas si c 'était, par exemple, avec une conditionnalité de travail, de participation à l 'effort national, si c 'était un délai de présence. Combien de temps c 'était ? Quelles expressions ? Non, mais par exemple, c 'était très flou. Et maintenant, d 'un seul coup, on n 'en parle plus. La baisse de la contribution à l 'Union européenne, d 'un seul coup, on n 'en parle plus. Mais parce que le PS est contre, donc ils veulent négocier avec le PS. La seule chose qui est sortie de manière très concrète, c 'est de dire qu 'il y aura une désindexation, vraisemblablement, des retraites à partir de 2034

euros. On ne sait pas quelle sera l 'économie. Mais il faut se rendre compte, pour les Français qui nous écoutent, la conséquence. Je vais être très précis. Pour un Français qui gagne 2034 euros par mois en retraite,

si sa pension ne suit pas l 'inflation, c 'est une baisse pour 2027 de 342 euros. Sur 10 ans, il peut espérer, quelqu 'un qui a 65 ans vit jusqu 'à 75 ans, c 'est 3742. Sur 20 ans, 8303 euros de pertes pour ce retraité. Pour quelqu 'un qui gagne 3000 euros par mois, c 'est 504 à l 'année. Sur 20 ans, c 'est plus de 12 000 euros. Il faut comprendre que ces retraités, justement, ils avaient un contrat social avec l 'État. Ils ont travaillé, cotisé, et ils devaient avoir une certaine retraite qui devait suivre l 'inflation. Il y a une rupture totale de ce contrat social. Et en plus, ces retraités, quand vous gagnez 2034 euros, que vous vivez dans la ruralité, que vous voyez le fioul augmenter, le prix du carburant augmenter, la taxe foncière augmenter, et qu 'en plus, malheureusement, parce que les actifs aujourd 'hui et les plus jeunes n 'arrivent pas avec les salaires qu 'ils peuvent avoir à acheter un logement, avoir un loyer, eh bien, ce sont les retraités souvent qui aident, qui servent de caution. Et appauvrir les retraités, eh bien, c 'est un danger pour, en plus, les futures générations, alors qu 'il y a certaines dépenses qui ne sont pas faites. Moi, j 'insiste, mais comment vous pouvez revenir sur ça et abandonner ce que je viens de dire sur, par exemple, la priorité nationale ou sur la contribution à l 'Union européenne, qui sont voulues par une grande majorité des Français ? Restons sur les retraites. On sait très bien que les retraités, pour beaucoup, aident aujourd 'hui leurs enfants et les petits -enfants. · Exactement. · Et donc, aller les taper, c 'est un peu surprenant. Moi, on verra le débat budgétaire. Moi, je vous l 'ai dit, ce que le gouvernement, pour l 'instant, dit à 2 000 euros, moi, je suis pour le mettre à 3 000. Mais je suis pour quand même qu 'on

puisse le faire. Pourquoi ? Parce que le travailleur, lui, l 'actif d 'aujourd 'hui, il se dit « Moi, je ne suis

pas indexé dans mon salaire », et le retraité, lui, qui et il y a des actifs qui nous le disent, qui, quelque part, a peut-être payé sa maison. Pour certains, évidemment, lui, ça va être indexé. · Oui, monsieur Ramos. · Et donc, je trouve que les retraités, et ce n'est pas populaire de dire ça, qu'à partir de 3 000 euros pour un retraité seul et 5 ou 6 000 euros pour un · C'est combien d'économie, monsieur Ramos, à partir de 3 000 euros ? · Non, mais non, mais non. · Ah, si, c'est important. C'est moins de 2 milliards. · Oui, 2 milliards 5, exactement, normalement. C'est 2 milliards 5. · Non, à partir de combien ? · Comment ? · À partir de 3 000 ? · Oui, à partir de 3 000. Voilà. Et donc, moi, ce que je crois, c'est qu'il ne faut pas faire participer tout le monde d'un bloc. C'est -à-dire qu'aujourd'hui, il vaudra faire des économies, et il faudra, pardon, que tout le monde le fasse en même temps. · Oui, mais alors, attendez, parce que, Richard Ramos, vous entendez les critiques qui viennent du RN et de toutes les oppositions, en disant, c'est un budget tel qu'il est présenté, là, en l'État. Alors, évidemment, il fera l'objet de discussions et de compromis, mais tel qu'il est présenté, il est injuste. Il est injuste, parce que ce qu'on voit, c'est que ce sont les retraités qui vont payer, ce sont les jeunes qui vont payer avec une baisse des APL, ce sont les fonctionnaires qui vont payer. Et ce que dit, et là, j'en reviens à ma question de départ sur cette tentative de compromis avec la gauche, ce que dit la gauche, ce n'est pas normal. Vous demandez aux fonctionnaires, aux retraités, aux jeunes de payer, et à côté de ça, les grandes entreprises, les grandes fortunes, rien, et même, on va aller jusqu'à baisser la contribution exceptionnelle des grandes entreprises. Est-ce que c'est un possible terrain d'entente ? Est-ce que là aussi, le gouvernement, avec les socialistes,

la majorité pourrait avancer sur cette taxation des grandes entreprises ? Nous, au Modem, on a le spécialiste du budget qui est au Modem, Jean -Paul Matéi. Jean -Paul Matéi, on va essayer d'aller taper un peu sur les riches, évidemment, dans une fiscalité qui est beaucoup plus juste. Il n'y a pas assez d'impôts ? Il n'y a pas assez d'impôts ? Comment ? On est le pays de l'OCDE, il y a le plus de prélèvements obligatoires, il n'y en a pas assez ? Non, mais, pardon, quand vous voyez que des PME payent 25 % d'impôts sur les sociétés, alors que les multinationales payent 7 % et eux, ils donnent beaucoup de bénéfices à leurs actionnaires qui sont à l'étranger, de les faire taxer en France, ça ne me gêne pas. Mais c'est une différence que vous allez exercer sur le camp, du coup. Oui, quand, par exemple, sur l'assurance-vie, en fait, l'argent, il est où en France ? Il est en grande partie dans l'épargne. Cette épargne, pardon, il est dans l'assurance-vie. Cette assurance-vie, on le donne à qui ? On le donne à nos assureurs qui, eux, ensuite, le donnent à des fonds de pension américains qui nous revendent la dette. Nous, on va essayer de cet argent-là, de le prendre au riche. Ce n'est pas augmenter les impôts, ce que vous évoquez. Ce que vous évoquez, c'est lutter contre ceux qui font des bénéfices en France et qui, par des holdings ou autres, mettent leur argent à l'étranger. Et aujourd'hui, avec l'IA notamment, on peut beaucoup plus lutter contre cette fuite fiscale. Mais c'est ça, le sujet. Parce que parfois, il y a des gens qui promettent... 20 milliards à aller chercher. Oui, bien sûr, mais c'est ce qu'on soutient depuis longtemps. Mais moi aussi. Mais ce n'est pas augmenter les impôts. Parce que là, vous avez dit, aller chercher l'argent sur les riches, augmenter en gros les impôts. Attendez, c'est une ligne rouge pour vous, Rassemblement National, s'il y a une taxation supplémentaire des grandes entreprises ou des grandes fortunes ? Non, mais pour nous, augmenter les impôts en France, c'est une ligne rouge. En revanche, c'est pas la même chose.

Je vous parle des grandes entreprises et des plus riches spécifiquement. Est-ce que c'est une ligne rouge pour vous ? Pour ceux qui paient déjà l'impôt en France et qui ne font pas de fraude fiscale, et bien, continuer à augmenter leurs impôts, évidemment, on est compte, mais parce que c'est une hérésie. Non, mais attendez, attendez. Non, mais parce que c'est une hérésie, madame. Qu'on soit clair, qu'on soit clair, si demain, le gouvernement de Lecornu fait des concessions auprès des socialistes et augmente la contribution exceptionnelle des grandes entreprises, ou taxe les surprofits, ou taxe les grandes fortunes, est-ce que tout ça, c'est une ligne rouge ? Non, mais par exemple, sur la taxe, mais parce qu'on parle de plein de choses différentes, si vous permettez. La taxe sur les

super profits et ceux qui profitent des crises, par exemple, bien évidemment que nous, on est pour. Donc, j'ai voulu pour une hausse d'impôt. Sauf qu'il faut être lucide sur combien ça rapporte. On nous avait promis que cette taxe exceptionnelle en 2022, par exemple, sur Total, allait rapporter plusieurs centaines de millions. Ça a rapporté 69 millions d'euros à la France. Pourquoi ? Parce que, par exemple, Total, ils réalisent des bénéfices de près de 15 milliards d'euros, ou ça, à l'étranger, parce qu'on ne produit pas de pétrole en France. D'ailleurs, c'est triste. On aurait peut-être pu en avoir en Guyane. Du coup, leurs bénéfices auraient pu être réalisés en France. Mais il y a une loi qui a été votée sous Emmanuel Macron, la loi Hulot, qui nous empêche de chercher du pétrole en Guyane. Donc, c'est très compliqué d'aller chercher ces bénéfices d'une entreprise qui ne sont pas réalisées en France. Et en plus, malheureusement, ils n'ont plus de bénéfices en France, parce que comme ils vendent à perdre... Non, mais c'est important d'en faire une crise. Parce que ce n'est pas... Il n'y a pas d'argent miracle. Non, mais bien sûr, mais moi, je voulais comprendre votre position, justement. Si, encore une fois, il y a une contribution supplémentaire qui est demandée aux grandes entreprises ou aux familles les plus aisées, ce que demande, encore une fois, l'EPS,

est-ce que vous vous y opposerez ? Et est-ce que ce sera... Mais ça dépend, ce qu'on entend par ça. Lutter contre la fraude fiscale par tous les moyens. Mais comme la fraude sociale, on est pour, en revanche, se dire qu'on va encore augmenter le taux d'imposition dans ce pays. Évidemment que ça ne veut pas... La gauche veut aussi augmenter les CSG. Ça ne coûte pas à marché. Les très riches. Mais attention, pas les très riches qui ont des parts sociales dans les entreprises. Tant que les parts sociales ne sont pas sorties, la valeur d'une entreprise peut fluctuer de 1 à 10. Donc on a un danger à vouloir enlever de l'argent à des gens qui ont des parts sociales dans l'entreprise. Par contre, moi, je suis très favorable sur l'héritage, sur les successions, qui est vraiment quelque chose de direct sur la personne. Et bien que finalement, les plus riches participent. Parce qu'on sait très bien que là, il y a des milliards à aller chercher. Parce qu'avec la pyramide des âges, il faut aller chercher l'argent aussi à cet endroit-là. Mais en fait, on est le pays... On est le pays qui refuse, je comprends bien. Mais évidemment qu'on s'y refuse. La transmission, c'est... Mais pas touche pour ceux qui sont en France et qui paient déjà des impôts en France. Vous voulez pas en prendre un peu plus à celui de 6 millions d'euros ? J'ai le chiffre. 6 millions d'euros. Est-ce qu'au-delà de 6 millions d'euros, vous pouvez pas leur prendre un petit peu ? Non ? On prend rien ? Mais non, parce que moi, je voudrais que ceux, par exemple... Mais oui, j'assume, M. Ramos. Et alors les classes populaires vont vous écouter et vont vous dire... Mais non, les classes populaires vont dire... Mais M. Ramos, c'est un non-sens économique. Les ingénieurs en IA, par exemple, qui gagnent des très bons salaires et qu'on n'arrive pas à garder dans ce pays... Je vous invite à discuter avec M. Ralaï et qui vont ailleurs. Eh bien ils vont profiter d'autres pays et

ils paient des impôts dans d'autres pays. Et en plus, ils participent à un développement d'entreprises qui sont étrangers à la France et qui, du coup, ne défendent pas nos intérêts. Après, moi, j'ai un cas au-delà de 6 millions de... Vous avez des tabous. Alors que celui qui... Vous avez vu tout à l'heure. Vous nous avez parlé. Celui qui hérite de 130 000 euros, il va avoir une partie de 30 000 euros qui, lui, il va payer dessus. Moi, je préférerais que celui qui a économisé son petit pavillon de 100 000, on le passe à 200 000. Et qu'on tape... Vous savez qu'on est déjà le pays qui a les impôts les plus élevés. Est-ce que ça marche ? Notre problème en France, c'est qu'on a 57 % de dépenses publiques dans le PIB. On a beaucoup trop de... Merci. Et on est qu'au début des discussions sur le budget. Vous défendez les riches et pas les pauvres. On va s'arrêter là. On va s'arrêter là. S'il vous plaît, il est 19h32. Comme la gauche, malheureusement, d'essayer de nous faire croire que c'est en... Merci. Merci. S'il vous plaît. Voilà. Ce n'est que le début. Les discussions budgétaires, ça promet. Et vous serez évidemment invités de nouveau sur...